

MODELE NEERLANDAIS

# Accueillir pour expulser



La politique des bras fermés. Luc Frieden et Marie-Josée Jacobs au "Aanmeldcentrum" de Rijsbergen. (Photo: Ministère de la Justice)

**Discours de droite populiste, politique d'asile violant les droits humains, le ministre de la Justice n'a pas choisi par hasard de visiter les Pays-Bas. Mais l'opposition à une telle politique reste en éveil.**

(RK) - Non à la tentative néerlandaise d'expulser 26.000 réfugié-e-s, c'est ce qu'ont voulu exprimer les 80 manifestant-e-s rassemblé-e-s hier jeudi devant l'ambassade des Pays-Bas. Il s'agit d'une réaction à l'acceptation par le parlement néerlandais, il y a quelques semaines, des plans de son gouvernement. Ce dernier souhaite expulser dans les trois ans à venir 26.000 demandeur-se-s d'asile débouté-e-s, alors que, ces dernières années, le nombre d'expulsions annuelles tournait autour de 2000.

"L'idée de faire une manif est apparue lors du festival 'No Border' d'il y a deux semaines à la Kulturfabrik", raconte au woxx Claude Frentz, l'un des organisateurs de la manif. Des personnes actives dans l'Infoladen et d'autres organisations alternatives y ont discuté avec des militant-e-s allemand-e-s de "The Voice", un groupe de soutien aux réfugié-e-s radical et auto-organisé, qui essaie d'impliquer les réfugié-e-s eux-mêmes lors d'actions de protestation. "Nous avons voulu lancer un signal, alors que les ONG traditionnelles luxembourgeoises donnent l'impression d'être désarmées face aux politiques d'expulsions luxembourgeoises et européennes", explique Claude Frentz. Ce qui le choque surtout, c'est le caractère massif de la mesure néerlandaise et le fait que l'option de régulariser des demandeurs d'asile déboutés n'est pas du tout envisagée.

## Merci, Frieden

"Les gouvernements du Benelux travaillent ensemble quand il s'agit d'expulser. Il est logique qu'on oppose une solidarité transnationale à cela", rétorque Claude Frentz quand on s'étonne qu'une manif soit organisée autour d'un débat politique ayant lieu aux Pays-Bas. Si l'Asti - une des "ONG traditionnelles" - a publié un communiqué

de presse "encourageant les manifestants" sans pour autant signer l'appel, c'est entre autres parce que le lien du mot d'ordre avec la situation luxembourgeoise était jugé peu convaincant ...

Etait, car deux jours avant la manif, c'est Luc Frieden lui-même qui apporte sur un plateau la justification, s'il en fallait une, pour qu'on se préoccupe de ce qui se passe à quelques centaines de kilomètres au Nord du Luxembourg. Mardi dernier, le ministre de la Justice et la ministre de la Famille Marie-Josée Jacobs ont visité le centre d'accueil pour réfugié-e-s de Rijsbergen aux Pays-Bas. Les ministres se sont renseigné-e-s sur la procédure d'asile accélérée néerlandaise en vue de l'introduction d'une telle procédure au Luxembourg, indique le communiqué officiel. La pratique néerlandaise de supprimer les aides matérielles dès que l'asile est refusé a également retenu l'intérêt des visiteurs. Le communiqué conclut en indiquant que cette visite s'insère dans les efforts du gouvernement luxembourgeois de s'informer sur les politiques d'asile de nos pays voisins.

"S'ils avaient visité les Pays-Bas il y a quelques années, cela nous aurait fait grand plaisir", remarque Jean Lichtfous, un des responsables de l'Asti. "A l'époque ce pays était l'un des plus ouverts en matière d'immigration et d'asile." Mais le succès du populiste Pim Fortuyn a fait chavirer l'univers politique néerlandais. Les partis modérés ont essayé de récupérer les sentiments xénophobes à leur profit en durcissant leur politique d'asile. "Le voyage de Luc Frieden aux Pays-Bas, après sa rencontre avec Sarkozy, a valeur de symbole", estime Jean Lichtfous.

En effet, si le dispositif néerlandais en matière d'asile retient l'attention du gouvernement luxembourgeois, cela n'augure rien de bon. Une étude de l'ONG "Human Rights Watch" (HRW) constate qu'en essayant d'aug-

menter l'efficacité des procédures et de dissuader les demandes manifestement infondées, les Pays-Bas ont fait baisser de manière spectaculaire le nombre de demandes, Mais cela s'est fait aux dépens de droits fondamentaux des demandeurs d'asile, poursuit l'étude.

## Accélération

Ce sont en particulier les "Aanmeldcentrum" comme Rijsbergen et la procédure accélérée qui y est mise en oeuvre, qui suscitent l'inquiétude des défenseurs des droits humains. Les cas des réfugié-e-s placé-e-s dans ces centres sont tranchés au bout d'une semaine environ. Cela signifie que l'étude de leurs cas est très succincte et qu'ils et elles ont peu de temps pour faire appel à une aide judiciaire et étayer leur dossier. De plus, les possibilités de recours sont limitées et la jurisprudence leur est défavorable. Or, constate HRW, 60 pour cent des demandes sont traitées et refusées de cette manière, et souvent elles concernent des personnes fuyant des pays frappés par des guerres, des violences ethniques et de graves violations des droits humains. D'autres remontrances de HRW envers le "modèle néerlandais" concernent le traitement des réfugié-e-s mineur-e-s et la suppression des aides pour les demandeur-se-s d'asile dès le refus de première instance ... des problématiques également thématisées au Luxembourg par les ONG locales.

Interrogé sur les conditions de vie dans les centres d'accueil néerlandais, Jean Lichtfous ne veut pas se prononcer. "Nous n'avons pas été là-bas. Nous avons invité le gouvernement à prendre exemple sur le centre d'Arlon. Mais c'est peut-être trop près" ironise-t-il. Quant au projet d'un nouveau centre à Bertrange, le responsable de l'Asti n'y est pas défavorable. Il se félicite que l'on décentralise, que l'on prévoie un service de surveillance. Cependant il rappelle que l'encadrement est inexistant dans les structures existantes. Et: "Comme d'habitude, on met les riverains devant le fait accompli."

En matière d'encadrement comme en matière de procédure, une harmonisation européenne à un niveau élevé fait défaut. L'attitude des politicien-ne-s en charge est plutôt de continuer à élever un mur autour de l'Europe. Jean Lichtfous, comme les organisateur-trice-s de la manif d'hier, est sensible au contexte européen: "Quand on voit ce qui se passe dans le monde, on ne peut que trouver normal que les gens cherchent à fuir et affluent en Europe. Faire de notre continent une forteresse n'est pas une solution."

## KP eröffnet Wahlkampf

Am Donnerstag stellte die KP ihr Wahlprogramm und ihre Wahllisten für den Bezirk Süden sowie für die Europawahlen vor. Weitere Listen sollen folgen. Zwar kann die KP nicht gerade mit einem hohen Frauenanteil punkten (4 von 23), dafür hat sie aber 50 Prozent AusländerInnen auf der Europaliste nominiert. Und sie hat ein dezidiert antikapitalistisches Wahlprogramm, das unter [www.zlv.lu](http://www.zlv.lu) einsehbar ist.

## Nato-Nachhilfe

Europas Jugend braucht Nachhilfe. Das findet zumindest der neue Nato-Generalsekretär Jaap de Hoop Scheffer bei seinem Besuch in der Chamber. Nach dem Nato-Einsatz in Afghanistan und dem Streit zwischen den Nato-Staaten USA und Großbritannien auf der einen Seite und Frankreich, Belgien, Luxemburg und Deutschland auf der anderen, wüssten gerade viele der jüngeren Generationen gar nicht mehr, was der eigentliche Grundgedanke der Nato ist. So genau hat er diese Frage zumindest in der von der Chamber verfassten Presseerklärung aber auch nicht beantwortet. Vielleicht weiß er es selbst nicht, denn in der Tat tobt seit dem Zusammenbruch des Ostblocks selbst bei gestandenen Nato-Generälen der Streit, was das gemeinsame und identitätsstiftende Feindbild des transatlantischen Bündnisses sein könnte. Die Bild-Zeitung gibt Antwort. Sie hat in diesen Tagen Daniel Küblböck zum Feindbild Nr. 1 erkoren. Die woxx stimmt dem zu. Würde jeder so Auto fahren wie er - na denn: Jesses Maria, Nato-Land.

## Motivieren oder Aushungern

Billigt es die Familienministerin, dass Flüchtlingen die Nahrung verweigert wird, wenn sie nicht an Unterhaltsarbeiten teilnehmen, wollte der Abgeordnete Alex Bodry in einer Question parlementaire wissen. Marie-Josée Jacobs Antwort: Asylbewerber, deren Antrag noch geprüft wird, versuche man mit guten Worten zur Teilnahme an den Arbeiten zu motivieren. Bei den bereits abgewiesenen Bewerbern liege der Fall anders: Das einzige Mittel, sie zu den Arbeiten zu zwingen, sei, ihre Mahlzeiten zu streichen.

Warum dies gerade im Fall der abgewiesenen BewerberInnen das einzige Mittel sein soll, geht aus der Antwort nicht hervor. Der Hauptunterschied zwischen den beiden Kategorien von Flüchtlingen besteht wohl darin, dass der Staat verpflichtet ist, AsylbewerberInnen, deren Antrag noch geprüft wird, Hilfe zukommen zu lassen - ganz gleich, ob sie an Arbeiten teilnehmen oder nicht. Abgewiesene BewerberInnen dagegen sind in den Augen der Regierung illegale und haben keinerlei Rechtsanspruch auf Unterstützung. Und auf moralische Ansprüche scheint die Frau aus der C-Partei zu pfeifen.

## Nächste Woche: EU-Gelder für Terroristen?

Hat die palästinensische Autonomiebehörde Brüsseler Geld für terroristische Zwecke missbraucht? Diesen Verdacht gibt es bereits seit zwei Jahren. Die Anti-Korruptionsbehörde Olaf will in den nächsten Tagen einen Zwischenbericht vorlegen.

## Nieder mit den Putschisten

Was die anderen können, können wir schon lange. Vor zwei Wochen hatte ein Escher Verlagshaus versucht, massiv neue Mitglieder in die Luxemburger JournalistInnenvereinigung ALJ einzuschleusen, um so mit ihrer Mehrheit das bestehende Komitee abzusetzen. Der Putsch konnte in letzter Sekunde vereitelt werden, weil die Jahreshauptversammlung kurzerhand abgebrochen und auf kommenden Montag vertagt wurde. Nun rüstet die woxx auf. Um einen erneuten Putschversuch abzuwehren, hat sich die Redaktion ein allgemeines Urlaubsverbot verhängt, und sogar Redakteur X aus der Südsee abgezogen. X musste seinen Urlaub abbrechen und ins eisige Luxemburg zurückkehren, denn keine Stimme darf fehlen. Schließlich wollen die Escher via Machtübernahme in der ALJ das lang ersehnte Pressegesetz kippen, und das kurz vor der Zielgeraden. Escher Verlagshaus - macht euch gefasst! Einen erneuten Aufstand werden wir erfolgreich niederschlagen.